

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/41776]

23 MARS 2019. — Loi portant assentiment au Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé de 1930, adopté à Genève le 11 juin 2014 par le conférence générale de l'Organisation internationale du travail lors de sa 103^e session (1)(2)(3)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé de 1930, adopté à Genève le 11 juin 2014 par le conférence générale de l'Organisation internationale du Travail lors de sa 103^e session, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des Représentants (www.lachambre.be):

Documents: n° 54-3404

Rapport intégral: 24/01/2019

(2) Décret de la Communauté flamande/ la Région flamande du 09/06/2017 (*Moniteur belge* du 06/07/2017), Décret de la Communauté française du 25/04/2019 (*Moniteur belge* du 18/06/2019), Décret de la Communauté germanophone du 29/05/2017 (*Moniteur belge* du 15/06/2017), Décret de la Région wallonne du 07/06/2018 (*Moniteur belge* du 19/06/2018), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 01/03/2018 (*Moniteur belge* du 12/03/2018) Ordonnance de la Commission communautaire commune du 07/12/2017 (*Moniteur belge* du 20/12/2017 (ed.2))

(3) Liste des États liés:

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/41776]

23 MAART 2019. — Wet houdende instemming met het Protocol bij de Conventie over gedwongen arbeid van 1930, aangenomen te Genève op 11 juni 2014 door de algemene conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie tijdens haar 103^{de} zitting (1)(2)(3)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol bij de Conventie over gedwongen arbeid van 1930, aangenomen te Genève op 11 juni 2014 door de algemene conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie tijdens haar 103^{de} zitting, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 maart 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Werk,
K. PEETERS

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: nr.54-3404

Integraal verslag: 24/01/2019

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaamse Gewest van 09/06/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 06/07/2017), Decreet van de Franse Gemeenschap van 25/04/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 18/06/2019), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 29/05/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 15/06/2017), Decreet van het Waalse Gewest van 07/06/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 19/06/2018), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 01/03/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 12/03/2018), Ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 07/12/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 20/12/2017 (ed.2))

(3) Lijst der gebonden staten:

**PROTOCOLE RELATIF À LA CONVENTION SUR LE TRAVAIL FORCÉ DE 1930,
ADOPTÉ À GENEVE LE 11 JUIN 2014 PAR LA CONFERENCE GENERALE DE
L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL LORS DE SA 103^{ème} SESSION.**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 28 mai 2014, en sa 103^{ème} session;

Reconnaissant que l'interdiction du travail forcé ou obligatoire fait partie des droits fondamentaux, et que le travail forcé ou obligatoire constitue une violation des droits humains et une atteinte à la dignité de millions de femmes et d'hommes, de jeunes filles et de jeunes garçons, contribue à perpétuer la pauvreté et fait obstacle à la réalisation d'un travail décent pour tous;

Reconnaissant le rôle fondamental joué par la convention (no 29) sur le travail forcé, 1930 – ci-après désignée la «convention» – et la convention (no 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, dans la lutte contre toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, mais que des lacunes dans leur mise en oeuvre demandent des mesures additionnelles;

Rappelant que la définition du travail forcé ou obligatoire à l'article 2 de la convention couvre le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes et manifestations et qu'elle s'applique à tous les êtres humains sans distinction;

Soulignant qu'il est urgent d'éliminer le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes et manifestations;

Rappelant que les Membres ayant ratifié la convention ont l'obligation de rendre le travail forcé ou obligatoire passible de sanctions pénales et de s'assurer que les sanctions imposées par la loi sont réellement efficaces et strictement appliquées;

Notant que la période transitoire prévue dans la convention a expiré et que les dispositions de l'article 1, paragraphes 2 et 3, et des articles 3 à 24 ne sont plus applicables;

Reconnaissant que le contexte et les formes du travail forcé ou obligatoire ont changé et que la traite des personnes à des fins de travail forcé ou obligatoire, qui peut impliquer l'exploitation sexuelle, fait l'objet d'une préoccupation internationale grandissante et requiert des mesures urgentes en vue de son élimination effective;

Notant qu'un nombre accru de travailleurs sont astreints au travail forcé ou obligatoire dans l'économie privée, que certains secteurs de l'économie sont particulièrement vulnérables et que

certaines groupes de travailleurs sont davantage exposés au risque de devenir victimes de travail forcé ou obligatoire, en particulier les migrants;

Notant que la suppression effective et durable du travail forcé ou obligatoire contribue à assurer une concurrence loyale entre les employeurs ainsi qu'une protection pour les travailleurs;

Rappelant les normes internationales du travail pertinentes, en particulier la convention (no 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la convention (no 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, la convention (no 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, la convention (no 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, la convention (no 138) sur l'âge minimum, 1973, la convention (no 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, la convention (no 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, la convention (no 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975, la convention (no 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, la convention (no 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, la convention (no 81) sur l'inspection du travail, 1947, et la convention (no 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, ainsi que la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail (1998) et la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable (2008);

Notant d'autres instruments internationaux pertinents, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), la Convention relative à l'esclavage (1926), la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (1956), la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2000) et le Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000) et le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer (2000), la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990), la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) et la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2006);

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions visant à combler les lacunes dans la mise en oeuvre de la convention et réaffirmé que les mesures de prévention et de protection et les mécanismes de recours et de réparation, tels que l'indemnisation et la réadaptation, sont nécessaires pour parvenir

à la suppression effective et durable du travail forcé ou obligatoire, au titre du quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un protocole relatif à la convention, adopte, ce onzième jour de juin deux mille quatorze, le protocole ci-après, qui sera dénommé Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930.

Article 1

- 1. En s'acquittant de ses obligations en vertu de la convention de supprimer le travail forcé ou obligatoire, tout Membre doit prendre des mesures efficaces pour en prévenir et éliminer l'utilisation, assurer aux victimes une protection et un accès à des mécanismes de recours et de réparation appropriés et efficaces, tels que l'indemnisation, et réprimer les auteurs de travail forcé ou obligatoire.
- 2. Tout Membre doit élaborer, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, une politique nationale et un plan d'action national visant la suppression effective et durable du travail forcé ou obligatoire, qui prévoient une action systématique de la part des autorités compétentes, lorsqu'il y a lieu en coordination avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi qu'avec d'autres groupes intéressés.
- 3. La définition du travail forcé ou obligatoire figurant dans la convention est réaffirmée et, par conséquent, les mesures visées dans le présent protocole doivent inclure une action spécifique contre la traite des personnes à des fins de travail forcé ou obligatoire.

Article 2

Les mesures qui doivent être prises pour prévenir le travail forcé ou obligatoire doivent comprendre:

- a) l'éducation et l'information des personnes, notamment celles considérées comme particulièrement vulnérables, afin d'éviter qu'elles ne deviennent victimes de travail forcé ou obligatoire;
- b) l'éducation et l'information des employeurs, afin d'éviter qu'ils ne se trouvent impliqués dans des pratiques de travail forcé ou obligatoire;
- c) des efforts pour garantir que:
 - i) le champ d'application et le contrôle de l'application de la législation pertinente en matière de prévention du travail forcé ou obligatoire, y compris la législation du travail en tant que de besoin, couvrent tous les travailleurs et tous les secteurs de l'économie;

- ii) les services de l'inspection du travail et autres services chargés de faire appliquer cette législation sont renforcés;
- d) la protection des personnes, en particulier des travailleurs migrants, contre d'éventuelles pratiques abusives ou frauduleuses au cours du processus de recrutement et de placement;
- e) un appui à la diligence raisonnable dont doivent faire preuve les secteurs tant public que privé pour prévenir les risques de travail forcé ou obligatoire et y faire face;
- f) une action contre les causes profondes et les facteurs qui accroissent le risque de travail forcé ou obligatoire.

Article 3

Tout Membre doit prendre des mesures efficaces pour identifier, libérer et protéger toutes les victimes de travail forcé ou obligatoire et pour permettre leur rétablissement et leur réadaptation, ainsi que pour leur prêter assistance et soutien sous d'autres formes.

Article 4

- 1. Tout Membre doit veiller à ce que toutes les victimes de travail forcé ou obligatoire, indépendamment de leur présence ou de leur statut juridique sur le territoire national, aient effectivement accès à des mécanismes de recours et de réparation appropriés et efficaces, tels que l'indemnisation.
- 2. Tout Membre doit, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, prendre les mesures nécessaires pour que les autorités compétentes ne soient pas tenues d'engager de poursuites ou d'imposer de sanctions à l'encontre de victimes de travail forcé ou obligatoire pour avoir pris part à des activités illicites qu'elles auraient été contraintes de réaliser et qui seraient une conséquence directe de leur soumission au travail forcé ou obligatoire.

Article 5

Les Membres doivent coopérer entre eux pour assurer la prévention et l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.

Article 6

Les mesures prises pour appliquer les dispositions du présent protocole et de la convention doivent être déterminées par la législation nationale ou par l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées.

Article 7

Les dispositions transitoires de l'article 1, paragraphes 2 et 3, et des articles 3 à 24 de la convention sont supprimées.

Article 8

- 1. Un Membre peut ratifier le présent protocole en même temps qu'il ratifie la convention, ou à tout moment après la ratification de celle-ci, en communiquant sa ratification formelle au Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement.
- 2. Le protocole entre en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres ont été enregistrées par le Directeur général. Par la suite, le présent protocole entre en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date de l'enregistrement de sa ratification. A compter de ce moment, le Membre intéressé est lié par la convention telle que complétée par les articles 1 à 7 du présent protocole.

Article 9

- 1. Tout Membre ayant ratifié le présent protocole peut le dénoncer à tout moment où la convention est elle-même ouverte à dénonciation, conformément à son article 30, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement.
- 2. La dénonciation de la convention, conformément à ses articles 30 ou 32, entraîne de plein droit la dénonciation du présent protocole.
- 3. Toute dénonciation effectuée conformément aux paragraphes 1 ou 2 du présent article ne prend effet qu'une année après avoir été enregistrée.

Article 10

- 1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifie à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui sont communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification, le Directeur général appelle l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communique au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qu'il aura enregistrées.

Article 12

Les versions anglaise et française du texte du présent protocole font également foi.

Liste des Etats liés

Etats	Ratification	Entrée en vigueur
Allemagne	19/06/2019	19/06/2020
Argentine	09/11/2016	09/11/2017
Autriche	12/09/2019	12/09/2020
Bosnie-Herzégovine	09/08/2018	09/08/2019
Belgique	10/09/2019	10/09/2020
Canada	17/06/2019	17/06/2020
Chili	19/01/2021	19/01/2022
Chypre	01/02/2017	01/02/2018
Costa Rica	16/11/2020	16/11/2021
Côte d'Ivoire	01/11/2019	01/11/2020
Danemark	14/06/2017	14/06/2018
Djibouti	09/03/2018	09/03/2019
Espagne	20/09/2017	20/09/2018
Estonie	24/11/2016	24/11/2017
Finlande	27/01/2017	27/01/2018
France	07/06/2016	07/06/2017
Irlande	04/02/2019	04/02/2020
Islande	14/06/2017	14/06/2018
Israël	11/10/2018	11/10/2019
Jamaïque	13/06/2017	13/06/2018
Kirghizstan	06/10/2020	06/10/2021
Lesotho	22/08/2019	22/08/2020
Lituanie	05/03/2020	05/03/2021
Luxembourg	18/03/2021	18/03/2022
Lettonie	07/12/2017	07/12/2018
Malawi	07/11/2019	07/11/2020

Madagascar	11/06/2019	11/06/2020
Mali	12/04/2016	12/04/2017
Malte	14/02/2019	14/02/2020
Mauritanie	09/02/2016	09/02/2017
Mozambique	14/06/2018	14/06/2019
Namibie	06/11/2017	06/11/2018
Niger	14/05/2015	09/11/2016
Nouvelle-Zélande	13/12/2019	13/12/2020
Norvège	09/11/2015	09/11/2016
Panama	07/09/2016	07/09/2017
Pays-Bas	08/08/2017	08/08/2018
Pologne	10/03/2017	10/03/2018
Portugal	23/12/2020	23/12/2021
Royaume-Uni	22/01/2016	22/01/2017
Russie, Fédération de	17/01/2019	17/01/2020
Sri Lanka	10/04/2019	10/04/2020
Suède	14/06/2017	14/06/2018
Soudan	17/03/2021	17/03/2022
Suisse	28/09/2017	28/09/2018
Suriname	03/06/2019	03/06/2020
Tchèque, République	09/06/2016	09/06/2017
Thaïlande	04/06/2018	04/06/2019
Tadjikistan	24/01/2020	24/01/2021
Zimbabwe	22/05/2019	22/05/2020

VERTALING

**PROTOCOL BIJ DE CONVENTIE OVER GEDWONGEN ARBEID VAN 1930,
AANGENOMEN TE GENEVE OP 11 JUNI 2014 DOOR DE ALGEMENE CONFERENTIE
VAN DE INTERNATIONALE ARBEIDSORGANISATIE TIJDENS HAAR 103^{de} ZITTING**

De Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie, bijeengeroepen te Genève door de Raad van Bestuur van het Internationaal Arbeidsbureau en daar vergaderd op 28 mei 2014, in haar 103de zitting;

Erkennend dat het verbod op gedwongen of verplichte arbeid deel uitmaakt van de basisrechten, en dat gedwongen of verplichte arbeid een schending van de mensenrechten betekent en de waardigheid van miljoenen vrouwen en mannen, jonge meisjes en jongens aantast, de armoede onveranderd laat en een belemmering vormt van het recht op waardig werk voor iedereen;

Erkennend welke fundamentele rol de conventie over gedwongen arbeid speelt (n°29), 1930 – hierna de “conventie” genoemd – en de conventie (n° 105) betreffende de afschaffing van gedwongen arbeid, 1957, in de strijd tegen alle vormen van gedwongen of verplichte arbeid, maar dat de leemtes in hun toepassing bijpassende maatregelen vergen;

Eraan herinnerend dat de definitie van gedwongen of verplichte arbeid in artikel 2 van de conventie het begrip verplichte of gedwongen arbeid onder al zijn vormen en uitingen dekt en dat het van toepassing is op alle mensen zonder onderscheid;

Onderstrepnd dat gedwongen of verplichte arbeid onder al haar vormen en uitingen dringend moet worden uitgeroeid;

Eraan herinnerend dat de Leden die de conventie hebben bekrachtigd, verplicht zijn om de gedwongen of verplichte arbeid te onderwerpen aan strafrechtelijke sancties en zich ervan dienen te vergewissen dat de opgelegde wettelijke sancties wel degelijk efficiënt zijn en strikt worden toegepast;

Wetende dat de overgangperiode bepaald in de Conventie verlopen is en dat de bepalingen van artikel 1, paragrafen 2 en 3 en artikelen 3-24 niet meer van toepassing zijn;

Erkennend dat de context en vormen van gedwongen en verplichte arbeid veranderd zijn en dat mensenhandel voor doeleinden van gedwongen of verplichte arbeid, wat ook seksuele uitbuiting met zich mee kan brengen, het voorwerp uitmaakt van een groeiende internationale bezorgdheid en dringende maatregelen vereist om er daadwerkelijk komaf mee te maken;

Wetende dat een groeiend aantal werknemers verplicht wordt om gedwongen of verplichte arbeid te verrichten in de private economie, dat een aantal economische sectoren bijzonder kwetsbaar zijn en dat bepaalde groepen werknemers meer risico lopen om slachtoffer te worden van gedwongen of verplichte arbeid, in het bijzonder migranten;

Wetende dat de daadwerkelijke en duurzame uitroeiing van gedwongen of verplichte arbeid bijdraagt tot een eerlijke concurrentieruimte tussen werkgevers alsook tot een bescherming van de werknemers;

Herinnerend aan de internationale toepasselijke arbeidsnormen, in het bijzonder het verdrag (n° 87) betreffende de vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen en de bescherming van het vakverenigingsrecht, 1948, het verdrag (n° 98) betreffende de toepassing van de beginselen van het recht zich te organiseren en collectief te onderhandelen, 1949, het verdrag (n° 100) betreffende gelijke beloning, 1951, het verdrag (n° 111) betreffende discriminatie in arbeid en beroep, 1958, het (n° 138) verdrag betreffende de minimumleeftijd, 1973, het verdrag (n° 182) betreffende het verbod op de ergste vormen van kinderarbeid, 1999, het verdrag (n° 97) betreffende migrerende arbeiders (herzien), 1949, het verdrag (n° 143) betreffende migrerende arbeiders (bijkomende bepalingen), 1975, het verdrag (n° 189) inzake fatsoenlijk werk voor huishoudelijk personeel, 2011, het verdrag (n° 181) inzake particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling, 1997, het verdrag (n° 81) betreffende de arbeidsinspectie, 1947, en het verdrag (n° 129) betreffende de arbeidsinspectie in de landbouw, 1969, alsook de Verklaring van de ILO over de fundamentele principes en rechten met betrekking tot werk (1998) en de Verklaring van de ILO betreffende de sociale rechtvaardigheid voor een billijke mondialisering (2008);

Wetende dat er andere internationale relevante instrumenten bestaan, in het bijzonder de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens (1948), het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten (1966), het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten (1966), het verdrag inzake slavernij (1926), het Aanvullend Verdrag inzake de afschaffing van de slavernij, de slavenhandel en met slavernij gelijk te stellen instellingen en praktijken (1956), het Verdrag van de Verenigde Naties tegen grensoverschrijdende georganiseerde misdaad (2000) en het Protocol inzake de voorkoming, bestrijding en bestraffing van mensenhandel, in het bijzonder vrouwenhandel en kinderhandel, tot aanvulling van het Verdrag van de Verenigde Naties tegen grensoverschrijdende georganiseerde misdaad (2000) en Protocol tegen de smokkel van migranten over land, over zee en door de lucht (2000), het Internationaal Verdrag inzake de bescherming van de rechten van alle migrerende werknemers en hun gezinsleden (1990), het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontterende behandeling of bestraffing (1984), het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen (1979) en het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap (2006);

Na beslist te hebben om verschillende voorstellen goed te keuren met als doel de leemtes in de toepassing van de conventie op te vullen en na herhaald te hebben dat de preventie-, beschermingsmaatregelen, beroep- en herstelmechanismes, zoals schadeloosstellingen en rehabilitatie, noodzakelijk zijn om gedwongen of verplichte arbeid daadwerkelijk en voorgoed af te schaffen, dat als vierde agendapunt van de vergadering genoteerd staat;

Na beslist te hebben dat deze voorstellen de vorm zouden aannemen van een protocol bij de Conventie,

keurt, het protocol, dat hierna protocol 2014 betreffende de conventie over gedwongen arbeid, 1930, zal genoemd worden, goed op elf juni tweeduizend veertien.

Artikel 1

1. In toepassing van de verplichtingen van het verdrag om gedwongen en verplichte arbeid af te schaffen, moet elk Lid doeltreffende maatregelen nemen om het gebruik ervan te voorkomen en uit te roeien, de slachtoffers ervan te beschermen en hen toegang te bieden tot aangepaste en doeltreffende beroep- en herstelmechanismen, zoals schadeloosstelling en de bestraffing van daders van gedwongen of verplichte arbeid.
2. Elk Lid moet in samenspraak met de werkgevers- en werknemersorganisaties een nationaal beleid en actieplan uitwerken met als doel de daadwerkelijke en duurzame afschaffing van gedwongen of verplichte arbeid; deze plannen bevatten systematische acties van de bevoegde overheden, indien nodig in overleg met de werkgevers- en werknemersorganisaties, alsook met andere belanghebbende groepen.
3. De definitie van gedwongen of verplichte arbeid zoals vermeld in de conventie wordt bevestigd, en bijgevolg moeten de bedoelde maatregelen van het protocol een specifieke maatregel bevatten in de strijd tegen mensenhandel voor doeleinden van gedwongen of verplichte arbeid.

Artikel 2

De maatregelen die genomen moeten worden om gedwongen of verplichte arbeid te voorkomen, moeten bevatten:

- a) mensen voorlichten en informeren, onder andere die groepen die als bijzonder kwetsbaar gelden, om te vermijden dat ze slachtoffer worden van gedwongen of verplichte arbeid;
- b) Werkgevers voorlichten en inlichten, om te vermijden dat ze toevlucht zoeken tot praktijken van gedwongen of verplichte arbeid;

c) Inspanningen om te verzekeren dat:

i) Het toepassingsgebied en de controle op de toepassing van de geldende wetgeving inzake voorkomen van gedwongen of verplichte arbeid, met inbegrip van de arbeidswetgeving voor zoverre nodig, alle werknemers en alle economische sectoren dekken;

ii) de diensten voor arbeidsinspectie en andere diensten die ermee belast zijn om deze wetgeving te doen toepassen, versterkt worden;

d) de bescherming van personen, in het bijzonder van migrerende werknemers, tegen eventuele praktijken van misbruik of fraude tijdens het aanwervings- en plaatsingsproces;

e) een steun voor het zorgvuldig onderzoek dat zowel de private als de publieke sector vaak moeten voeren om de risico's op gedwongen en verplichte arbeid te voorkomen en er een hoofd aan te bieden;

f) optreden tegen de dieperliggende oorzaken en factoren die het risico op gedwongen of verplichte arbeid doen toenemen.

Artikel 3

Elk Lid moet doeltreffende maatregelen nemen om alle slachtoffers van gedwongen of verplichte arbeid te identificeren, te bevrijden en te beschermen en om hen de kans te bieden te herstellen en te rehabiliteren, alsook bijstand en steun te verlenen onder andere vormen.

Artikel 4

1. Elk lid moet erop toezien dat alle slachtoffers van gedwongen of verplichte arbeid, ongeacht hun aanwezigheid of juridisch statuut op het rijksgebied, daadwerkelijk toegang hebben tot gepaste en efficiënte beroeps- en herstelmogelijkheden, zoals schadeloosstelling.

2. Elk lid moet, overeenkomstig de fundamentele principes van zijn rechtssysteem de nodige maatregelen treffen opdat de bevoegde overheden er niet toe verplicht worden om slachtoffers van gedwongen of verplichte arbeid te vervolgen of hen sancties op te leggen; en dat omdat ze gedwongen werden om illegale activiteiten te verrichten die een direct gevolg zouden zijn van hun onderwerping aan gedwongen of verplichte arbeid.

Artikel 5

De leden moet onder elkaar samenwerken om ervoor te zorgen dat alle vormen van gedwongen of verplichte arbeid voorkomen of uitgeroeid worden.

Artikel 6

De maatregelen die genomen worden om de bepalingen van dit protocol en de conventie toe te passen moeten bepaald worden door de nationale wetgeving of door de bevoegde overheid, na raadpleging van de belanghebbende werkgevers- en werknemersorganisaties.

Artikel 7

De overgangsbepalingen van artikel 1, paragrafen 2 en 3 en van artikelen 3 tot 24 van de Conventie worden geschrapt.

Artikel 8

1. Een lid kan dit protocol tegelijkertijd met de conventie bekrachtigen, of op elk moment na de bekrachtiging van de conventie, doordat hij de formele bekrachtiging ervan ter registratie mededeelt aan de Algemeen directeur van het Internationaal Arbeidsbureau.

2. Het protocol treedt in werking 12 maanden nadat de bekrachtigingen van 2 Leden geregistreerd werden door de Algemeen directeur. Vervolgens, treedt dit protocol voor elk lid in werking 12 maanden na de registratiedatum van de bekrachtiging. Vanaf dat moment, is het belanghebbend lid verbonden door de Conventie, zoals aangevuld door artikelen 1-7 van dit protocol.

Artikel 9

1. Elk lid dat het huidige protocol heeft bekrachtigd, kan het op elk moment opzeggen waarop de Conventie zelf openstaat voor opzegging, overeenkomstig artikel 30 en dat door een akte die ter registratie wordt overgemaakt aan de Algemeen directeur van het Internationaal Arbeidsbureau.
2. De opzegging van de conventie, overeenkomstig artikelen 30 en 32, heeft van rechtswege de opzegging van dit protocol tot gevolg.
3. Elke opzegging die verloopt overeenkomstig paragrafen 1 en 2 van dit artikel gaat pas van kracht 1 jaar nadat ze geregistreerd werd.

Artikel 10

1. De Algemeen directeur van het Internationaal Arbeidsbureau stelt alle Leden van de Internationale arbeidsorganisatie in kennis over de registratie van alle bekrachtigingen, verklaringen en opzeggingen die de Leden van de Organisatie hem meedelen.

2. Door de Leden van de Organisatie op de hoogte te brengen van de registratie van de tweede bekrachtiging, vestigt de Algemeen directeur de aandacht van de Leden van de Organisatie op de datum van inwerkingtreding van dit protocol.

Artikel 11

De Algemeen directeur van het international Arbeidsbureau deelt aan de Secretaris-generaal van de Verenigde naties bijkomende informatie mee over de bekrachtigingen, verklaringen en opzeggingen

die hij zal geregistreerd hebben, en dat ter registratie overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Artikel 12

De Engelse en Franse versie van de tekst van dit protocol zijn tevens rechtsgeldig.

Lijst Gebonden staten

Staten	Datum bekrachtiging	Inwerkingtreding
Duitsland	19/06/2019	19/06/2020
Argentinië	09/11/2016	09/11/2017
Bosnië-Herzegovina	09/08/2018	09/08/2019
België	10/09/2019	10/09/2020
Canada	17/06/2019	17/06/2020
Cyprus	01/02/2017	01/02/2018
Chili	19/01/2021	19/01/2022
Costa Rica	16/11/2020	16/11/2021
Denemarken	14/06/2017	14/06/2018
Djibouti	09/03/2018	09/03/2019
Spanje	20/09/2017	20/09/2018
Estland	24/11/2016	24/11/2017
Finland	27/01/2017	27/01/2018
Frankrijk	07/06/2016	07/06/2017
Ierland	04/02/2019	04/02/2020
IJsland	14/06/2017	14/06/2018
Israël	11/10/2018	11/10/2019
Ivoorkust	1/11/2019	01/11/2020
Jamaica	13/06/2017	13/06/2018
Kirgizië	06/10/2020	06/10/2020
Letland	07/12/2017	07/12/2018
Lesotho	22/08/2019	22/08/2020
Litouwen	05/03/2020	05/03/2021
Luxemburg	18/03/2021	18/03/2022
Malawi	07/11/2019	07/11/2020
Madagaskar	11/06/2019	11/06/2020
Mali	12/04/2016	12/04/2017
Malta	14/02/2019	14/02/2020
Mauritanië	09/02/2016	09/02/2017

Mozambique	14/06/2018	14/06/2019
Namibië	06/11/2017	06/11/2018
Nieuw-Zeeland	13/12/2019	13/12/2020
Niger	14/05/2015	09/11/2016
Noorwegen	09/11/2015	09/11/2016
Panama	07/09/2016	07/09/2017
Nederland	08/08/2017	08/08/2018
Oostenrijk	12/09/2019	12/09/2020
Polen	10/03/2017	10/03/2018
Portugal	23/12/2020	23/12/2021
Verenigd Koninkrijk	22/01/2016	22/01/2017
Russische Federatie	17/01/2019	17/01/2020
Sri Lanka	10/04/2019	10/04/2020
Sudan	17/03/2021	17/03/2022
Zweden	14/06/2017	14/06/2018
Zwitserland	28/09/2017	28/09/2018
Suriname	03/06/2019	03/06/2020
Tsjechië	09/06/2016	09/06/2017
Tadzjikistan	24/01/2020	24/01/2021
Thailand	04/06/2018	04/06/2019
Zimbabwe	22/05/2019	22/05/2020

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2021/31420]

25 AVRIL 2021. — Arrêté royal portant première répartition du crédit provisionnel inscrit au programme 06-90-1 de la loi du 22 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2021 et destiné à couvrir des dépenses concernant la politique nouvelle

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2021, l'article 2.06.2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 08 avril 2021;

Considérant les décisions du Conseil des Ministres du 23 octobre 2020, point 6, concernant le budget pluriannuel 2021-2024;

Considérant la décision du Conseil des Ministres du 5 mars 2021, point 6, concernant la répartition des crédits dans le cadre de la nouvelle politique - Injection financière dans les zones de secours et le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la région de Bruxelles-capitale;

Considérant la décision du Conseil des Ministres du 2 avril 2021, point 46, concernant l'appel à la provision interdépartementale pour le renforcement de la Justice - Première phase;

Considérant l'Arrêté Royal du 28 janvier 2021 complétant la liste des clients protégés résidentiels visée à l'article 15/10, § 2/2, alinéa 1er, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et à l'article 20, § 2/1 alinéa 1er, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et portant modification de l'arrêté royal du 29 mars 2012 fixant les règles de détermination du coût de l'application des tarifs sociaux par les

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2021/31420]

25 APRIL 2021. — Koninklijk besluit houdende eerste verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 06-90-1 van de wet van 22 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2021 en bestemd tot het dekken van de uitgaven betreffende het nieuw beleid

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2021, artikel 2.06.2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 08 april 2021;

Overwegende de beslissingen van de Ministerraad van 23 oktober 2020, punt 6, over de meerjarenbegroting 2021-2024;

Overwegende de beslissing van de Ministerraad van 5 maart 2021, punt 6, over de verdeling van de kredieten bestemd in kader van nieuw beleid - Financiële injectie in hulpverleningszones en Brusselse hoofdstedelijke dienst voor brandbestrijding en dringende medische hulp;

Overwegende de beslissing van de Ministerraad van 2 april 2021, punt 46, over het beroep tot de interdepartementale provisie voor de versterking van Justitie - Eerste fase;

Overwegende het koninklijk besluit van 28 januari 2021 tot aanvulling van de lijst beschermde residentiële afnemers bedoeld in artikel 15/10, § 2/2, eerste lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en in artikel 20, § 2/1, eerste lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 2012 tot vaststelling van de